

## Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2015





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dettes financières de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -23,45 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2015 s'élève à -23,45 Md€ contre -25,64 Md€ à fin février 2014 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la hausse des recettes (+1,53 Md€),

une légère baisse des dépenses (-0,13 Md€), et par une amélioration du solde des comptes spéciaux (+0,53 Md€).

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 50,72 Md€

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,88 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,25 Md€) ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,12 Md€ dont 2,90 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Défense** : 2,77 Md€ dont 1,70 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » ;

Les dépenses nettes à fin février 2015 s'élèvent à 50,72 Md€ contre 50,85 Md€ à fin février 2014 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'investissement (-0,90 Md€ essentiellement dû aux

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,53 Md€ dont 1,21 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,40 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,76 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,62 Md€ ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,33 Md€ dont 1,25 Md€ pour le programme « Aide à l'accès au logement ».

dépenses 2014 du programme « Excellence technologique des industries de défenses » créé dans le cadre des investissements d'avenir) compensée par la hausse des dépenses de fonctionnement (+0,88 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 34,46 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

**Impôt sur le revenu** : 12,60 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 1<sup>er</sup> acompte provisionnel) ;

**TVA** : 9,36 Md€ ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 1,47 Md€ dont 0,71 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -4,73 Md€ ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,57 Md€.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 46,55 Md€

Elles s'élevaient à 46,03 Md€ à périmètre constant à fin février 2014, soit une hausse de 0,52 Md€. Cette variation s'explique notamment par la hausse des recettes nettes d'IR (+1,21 Md€) et des autres impôts directs et taxes assimilées (+0,84 Md€ dont

0,72 Md€ de retenues à la source sur les revenus de capitaux mobiliers) compensée par la baisse des recettes de TICPE (-0,87 Md€) et des recettes nettes d'IS (-0,43 Md€).

### Recettes non fiscales : 0,64 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2015 s'élèvent à 0,64 Md€ contre 0,60 Md€ à fin février 2014 à périmètre constant.

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -13,48 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -13,48 Md€ à fin février 2015 contre -14,15 Md€ à fin février 2014. Cette variation s'explique par les baisses, par rapport à l'an passé, des prélèvements

au profit de l'Union européenne pour 0,33 Md€ et de ceux au profit des collectivités territoriales pour 0,34 Md€.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -7,19 Md€

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,75 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,66 Md€. Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche 1,17 Md€ de dépenses essentiellement dû au paiement des intérêts des BTAN. On note également 1,12 Md€ de recettes correspondant notamment au versement du budget

général. Le compte « **Couvertures des risques financiers de l'Etat** » enregistre des dépenses et des recettes d'un montant de 0,34 Md€ essentiellement pour assurer la couverture des différentes contributions versées par la France dans le cadre du programme « Aide économique et financière au développement ».

Au 28 février 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à -7,19 Md€ contre -7,71 Md€ en février 2014. Cet écart est principalement imputable au solde des comptes de concours financiers (+0,51 Md€ dont +0,30 Md€ au titre du compte d'avances aux collectivités territoriales par rapport à l'exercice 2014).

### Dette financière de l'Etat au 28 février : 1 546,62 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 37,56 Md€). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 15,99 Md€ et 6,99 Md€ depuis le début de l'année.



### ☞ Le premier tiers provisionnel d'impôt sur le revenu

Seconde ressource du budget de l'Etat, l'impôt sur le revenu (IR) est un impôt direct progressif : les taux d'imposition augmentent en fonction de l'importance des revenus déclarés.

Cet impôt est payable soit par prélèvement mensuel, soit par acompte provisionnel. Le paiement de l'IR par acomptes consiste à payer l'impôt de manière échelonné (par tiers) et en partie avant la mise en recouvrement. Ainsi lorsque les contribuables reçoivent leur avis d'imposition (entre août et septembre), ils ont déjà réglé une partie de leur impôt. Le solde doit être réglé en septembre.

Sont soumis au règlement des acomptes provisionnels, les contribuables remplissant plusieurs conditions : avoir été soumis à l'IR pour ses revenus de l'année N-2, dans un rôle mis en recouvrement avant le 31 décembre N-1, pour une somme au moins égale à 347 € et ne pas avoir choisi la mensualisation.

Le montant de l'acompte s'élève au tiers de l'impôt de l'année précédente. Chaque contribuable soumis aux acomptes reçoit un avis d'échéance indiquant le montant à payer et les modes de règlement possibles.

Certains contribuables peuvent être dispensés du paiement des acomptes : s'ils estiment qu'ils ne seront pas imposables ou que leur IR sera inférieur à 347 € ou encore s'ils doivent régler l'IR d'une personne décédée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Il est également possible de réduire l'acompte à 1/3 de l'IR dont les contribuables estiment être redevable pour l'année. Cependant en cas d'erreur, une majoration de 10 % sera appliquée.

Pour 2015, les dates limites de paiement sont le 16 février, le 15 mai et le 15 septembre pour le solde.

Au 28 février, le montant d'IR net s'élève à 18,06 Md€ dont 12,60 Md€ au titre du mois de février.



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page
	Février	2015	2014 retraité 2014 exécuté	
unité : million d'€.				
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-14 050	-23 449	-25 640 -25 682	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	24 815	50 720	50 853 50 616	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	14 878	34 457	32 924 32 646	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	12 602	18 059	16 846 16 846	
- IS *	-543	-382	48 48	
- TVA	9 361	25 371	25 668 25 391	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 113	-7 185	-7 711 -7 711	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-570	91 267		18
Dettes financières de l'Etat	11 901	1 546 616		19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	-2	986	990	990
Dépenses de personnel	10 308	21 226	20 913	20 911
Dépenses de fonctionnement	4 086	9 686	8 805	8 806
Charges de la dette de l'Etat	952	1 236	1 625	1 625
Dépenses d'investissement	590	2 249	3 146	3 146
Dépenses d'intervention	8 720	15 099	15 202	14 966
Dépenses d'opérations financières	161	239	171	171
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>24 815</b>	<b>50 720</b>	<b>50 853</b>	<b>50 616</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	22 182	46 552	46 034	45 755
Recettes non fiscales	349	642	595	595
Prélèvements sur recettes	-8 297	-13 479	-14 148	-14 146
Fonds de concours	644	741	442	442
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>14 878</b>	<b>34 457</b>	<b>32 924</b>	<b>32 646</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>23 174</b>	<b>47 935</b>	<b>47 072</b>	<b>46 792</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-9 937</b>	<b>-16 264</b>	<b>-17 929</b>	<b>-17 971</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	57	2 187	1 814	1 814
Solde des comptes de concours financiers	-4 136	-9 243	-9 754	-9 754
Solde des comptes de commerce	-17	-135	228	228
Solde des comptes d'opérations monétaires	-129	-105	1	1
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-4 113</b>	<b>-7 185</b>	<b>-7 711</b>	<b>-7 711</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-14 050</b>	<b>-23 449</b>	<b>-25 640</b>	<b>-25 682</b>





	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 308</b>	<b>21 226</b>	<b>20 913</b>	<b>20 911</b>
Rémunérations d'activité	5 836	11 692	11 551	11 691
Cotisations et contributions sociales	4 393	9 384	8 823	9 066
Prestations sociales et allocations diverses	79	150	539	154
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>14 507</b>	<b>29 494</b>	<b>29 941</b>	<b>29 705</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>-2</b>	<b>986</b>	<b>990</b>	<b>990</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 086</b>	<b>9 686</b>	<b>8 805</b>	<b>8 806</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 752	3 528	2 937	2 934
Subventions pour charges de service public	2 335	6 158	5 868	5 872
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>952</b>	<b>1 236</b>	<b>1 625</b>	<b>1 625</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	952	1 236	1 625	1 625
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>590</b>	<b>2 249</b>	<b>3 146</b>	<b>3 146</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	482	1 877	2 841	2 838
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	108	371	306	308
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>8 720</b>	<b>15 099</b>	<b>15 202</b>	<b>14 966</b>
Transferts aux ménages	4 895	7 831	7 700	7 632
Transferts aux entreprises	1 389	1 644	2 169	2 067
Transferts aux collectivités territoriales	874	1 200	920	888
Transferts aux autres collectivités	1 562	4 424	4 412	4 379
Appels en garantie	0	0	0	0
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>161</b>	<b>239</b>	<b>171</b>	<b>171</b>
Prêts et avances	1	8	4	4
Dotations en fonds propres	7	8	5	5
Dépenses de participations financières	152	223	163	163
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>24 815</b>	<b>50 720</b>	<b>50 853</b>	<b>50 616</b>



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2015		Cumul à fin février 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>239</b>	<b>207</b>	<b>1 147</b>	<b>724</b>	<b>542</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	136	142	604	559	361
Diplomatie culturelle et d'influence	82	45	503	129	145
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	20	39	36	36
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>322</b>	<b>267</b>	<b>539</b>	<b>464</b>	<b>366</b>
Administration territoriale	143	136	283	264	260
Vie politique, culturelle et associative	73	75	99	98	5
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	106	56	157	101	101
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>319</b>	<b>348</b>	<b>713</b>	<b>637</b>	<b>753</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	217	243	330	308	399
Forêt	10	1	155	147	173
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	33	47	116	72	72
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	58	57	112	110	109
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>91</b>	<b>239</b>	<b>411</b>	<b>632</b>	<b>667</b>
Aide économique et financière au développement	0	155	1	226	164
Solidarité à l'égard des pays en développement	91	85	410	407	503
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>14</b>	<b>27</b>	<b>1 810</b>	<b>1 790</b>	<b>1 918</b>
Liens entre la Nation et son armée	3	2	4	2	3
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	11	17	1 783	1 772	1 900
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	8	23	15	15
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>84</b>	<b>83</b>	<b>130</b>	<b>126</b>	<b>125</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	29	58	57	55
Conseil économique, social et environnemental	38	38	38	38	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	34	32	31
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS (3)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>188</b>	<b>144</b>	<b>279</b>	<b>232</b>	<b>326</b>
Patrimoines	45	32	67	58	107
Création	49	23	56	27	73
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	94	89	156	147	147
<b>DEFENSE</b>	<b>2 853</b>	<b>2 774</b>	<b>5 928</b>	<b>7 985</b>	<b>8 772</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	53	76	141	196	171
Préparation et emploi des forces	507	548	1 077	1 289	1 506
Soutien de la politique de la défense	1 700	1 695	4 063	4 042	3 916
Equipement des forces	593	455	648	2 458	1 850
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 328
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>85</b>	<b>66</b>	<b>174</b>	<b>132</b>	<b>137</b>
Coordination du travail gouvernemental	35	22	67	49	54
Protection des droits et libertés	4	4	33	27	12
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	47	40	74	57	71
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>1 238</b>	<b>880</b>	<b>2 524</b>	<b>1 583</b>	<b>1 816</b>
Infrastructures et services de transports	840	588	901	644	816
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	26	14	68	19	17
Météorologie	0	0	149	50	51
Paysages, eau et biodiversité	12	18	113	58	35
Information géographique et cartographique	0	0	70	23	24
Prévention des risques	52	12	58	17	29
Energie, climat et après-mines	43	9	360	117	117
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	264	237	804	655	727
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2015		Cumul à fin février 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>198</b>	<b>118</b>	<b>337</b>	<b>250</b>	<b>194</b>
Développement des entreprises et du tourisme	146	67	237	154	99
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	38	73	70	69
Stratégie économique et fiscale	14	13	27	25	26
Projets industriels (2)	0	0	0	0	0
Innovation (2)	0	0	0	0	0
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)</b>	<b>10 234</b>	<b>1 325</b>	<b>10 232</b>	<b>1 332</b>	<b>1 397</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	142	49	142	49	84
Aide à l'accès au logement	10 090	1 247	10 090	1 247	1 256
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	3	28	0	35	57
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>952</b>	<b>1 017</b>	<b>1 407</b>	<b>1 396</b>	<b>1 726</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	952	952	1 236	1 236	1 625
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	0	65	171	160	100
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 146</b>	<b>5 877</b>	<b>12 006</b>	<b>11 499</b>	<b>10 764</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 653	1 654	3 293	3 293	3 206
Enseignement scolaire public du second degré	2 599	2 599	5 202	5 200	5 123
Vie de l'élève	890	618	1 380	1 066	728
Enseignement privé du premier et du second degrés	713	704	1 462	1 434	1 256
Soutien de la politique de l'éducation nationale	156	183	449	316	278
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	135	119	220	190	173
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>941</b>	<b>901</b>	<b>1 964</b>	<b>1 783</b>	<b>1 805</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	666	641	1 442	1 347	1 367
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	68	94	182	158	151
Facilitation et sécurisation des échanges	148	159	280	265	272
Entretien des bâtiments de l'Etat	7	7	9	13	11
Fonction publique	51	0	51	0	3
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>64</b>	<b>53</b>	<b>93</b>	<b>61</b>	<b>45</b>
Immigration et asile	62	52	91	59	44
Intégration et accès à la nationalité française	2	1	3	1	1
<b>JUSTICE</b>	<b>624</b>	<b>829</b>	<b>1 139</b>	<b>1 385</b>	<b>1 318</b>
Justice judiciaire	165	274	390	514	493
Administration pénitentiaire	205	304	407	538	483
Protection judiciaire de la jeunesse	66	67	124	112	108
Accès au droit et à la justice	167	165	170	167	195
Conduite et pilotage de la politique de la justice	20	18	48	53	38
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>230</b>	<b>37</b>	<b>247</b>	<b>60</b>	<b>57</b>
Presse	33	33	50	55	35
Livre et industries culturelles	197	4	197	4	4
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	0	0	25
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	-7



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2015		Cumul à fin février 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>1 061</b>	<b>480</b>	<b>1 091</b>	<b>543</b>	<b>591</b>
Emploi outre-mer	1 041	432	1 059	452	450
Conditions de vie outre-mer	21	48	32	92	141
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>31</b>	<b>26</b>	<b>27</b>	<b>32</b>	<b>32</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	10	18	6	23	23
Interventions territoriales de l'Etat	0	1	0	2	3
Politique de la ville (4)	21	7	21	7	6
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>986</b>	<b>986</b>	<b>990</b>
Présidence de la République	-2	-2	98	98	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>7 655</b>	<b>2 529</b>	<b>11 869</b>	<b>6 128</b>	<b>5 831</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	132	52	3 091	3 012	2 993
Vie étudiante	517	210	1 111	483	455
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 608	1 210	5 181	1 487	1 453
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	1 303	542	1 303	552	630
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	970	456	1 033	497	135
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	83	35	89	57	111
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	1	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	41	23	61	39	54
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>6</b>	<b>234</b>	<b>5 111</b>	<b>1 592</b>	<b>1 596</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	6	53	2 932	944	984
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	782	142	138
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	110	1 398	506	475
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>249</b>	<b>352</b>	<b>237</b>	<b>358</b>	<b>369</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	251	340	238	341	353
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	-1	11	-2	16	17
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 088</b>	<b>7 609</b>	<b>12 353</b>	<b>12 334</b>	<b>10 691</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 631	6 892	11 490	11 471	9 973
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	457	717	863	863	718
<b>SANTE</b>	<b>587</b>	<b>239</b>	<b>588</b>	<b>241</b>	<b>223</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	9	8	9	10	12
Protection maladie	579	232	579	232	211
<b>SECURITES</b>	<b>1 600</b>	<b>1 402</b>	<b>3 016</b>	<b>2 787</b>	<b>2 857</b>
Police nationale	775	758	1 526	1 481	1 477
Gendarmerie nationale	803	621	1 453	1 268	1 330
Sécurité et éducation routières	3	1	4	1	14
Sécurité civile	19	22	34	37	35



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2015		Cumul à fin février 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>323</b>	<b>3 115</b>	<b>10 890</b>	<b>3 440</b>	<b>3 358</b>
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	13	0	13	0	21
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	230	2 898	10 583	3 148	3 045
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	79	217	293	291	292
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>94</b>	<b>81</b>	<b>178</b>	<b>108</b>	<b>110</b>
Sport	44	41	129	66	52
Jeunesse et vie associative	50	41	50	42	57
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>1 675</b>	<b>1 167</b>	<b>5 839</b>	<b>2 436</b>	<b>2 170</b>
Accès et retour à l'emploi	226	528	4 184	1 635	1 324
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 381	576	1 532	682	731
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	1	-2	1	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	67	63	124	118	114
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>45 190</b>	<b>32 425</b>	<b>93 264</b>	<b>63 054</b>	<b>61 545</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>38 102</b>	<b>24 815</b>	<b>80 911</b>	<b>50 720</b>	<b>50 853</b>

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>12 871</b>	<b>18 337</b>	<b>17 128</b>	<b>17 128</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>131</b>	<b>232</b>	<b>276</b>	<b>274</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>320</b>	<b>1 455</b>	<b>1 161</b>	<b>1 161</b>
Impôt sur les sociétés	329	1 442	1 146	1 146
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	-10	13	15	15
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>676</b>	<b>1 336</b>	<b>497</b>	<b>497</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	66	126	113	113
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	438	881	166	166
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	-3	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	139	259	88	88
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	1	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	17	17
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	0	1	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	3	3	3
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	12	12	12
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	15	30	30
Recettes diverses	26	36	63	63
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>-225</b>	<b>775</b>	<b>1 649</b>	<b>1 649</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>14 548</b>	<b>33 868</b>	<b>33 351</b>	<b>33 073</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 471</b>	<b>2 883</b>	<b>2 664</b>	<b>2 664</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	21	90	53	53
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	29	25	25
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	1	2	2
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	140	333	246	246



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	710	1 248	1 185	1 185
Contribution de sécurité immobilière	46	94	100	100
Autres conventions et actes civils	35	74	85	85
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	67	64	64
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	14	25	6	6
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	28	49	49
Timbre unique	-3	35	65	65
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	76	82	39	39
Autres droits et recettes accessoires	1	1	1	1
Amendes et confiscations	3	6	7	7
Taxe générale sur les activités polluantes	4	7	5	5
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	2	5	5
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	25	30	30	30
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	11	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	3	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	6	12	6	6
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	1	3	3
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	156	365	367	367
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	48	84	96	96
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	71	33	33
Prélèvement sur les paris sportifs	17	36	16	16
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	11	9	9
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	59	115	118	118
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Autres taxes	8	18	24	24
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>29 791</b>	<b>58 886</b>	<b>56 726</b>	<b>56 447</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>22 182</b>	<b>46 552</b>	<b>46 034</b>	<b>45 755</b>



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2015	2014 retraité	2014 exécuté
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	22	22
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>80</b>	<b>140</b>	<b>208</b>	<b>208</b>
Revenus du domaine public non militaire	18	39	50	50
Autres revenus du domaine public	20	52	51	51
Revenus du domaine privé	3	8	7	7
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	1	34	34
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	38	38	65	65
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	3	2	2
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>69</b>	<b>98</b>	<b>99</b>	<b>99</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	1	2	2
Autres frais d'assiette et de recouvrement	66	93	89	89
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	2	5	5
Autres recettes diverses	1	1	2	2
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>42</b>	<b>46</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	23	24	2	2
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	1	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	1	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	1	1	1	1
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	15	15	21	21
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	4	3	3





	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>55</b>	<b>169</b>	<b>56</b>	<b>56</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	2	2	2
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	41	2	2
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	50	123	47	47
Frais de poursuite	1	1	2	2
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>103</b>	<b>189</b>	<b>180</b>	<b>180</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	8	14	14
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	11	20	16	16
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	1	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	0	0
Récupération d'indus	2	3	5	5
Recouvrements après admission en non-valeur	9	19	25	25
Divers versements de l'Union européenne	14	14	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	3	6	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	3	4	4
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	6	47	47	47
Produits divers	12	15	2	2
Autres produits divers	41	52	44	44
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>349</b>	<b>642</b>	<b>595</b>	<b>595</b>



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 571</b>	<b>-7 007</b>	<b>-7 344</b>	<b>-7 343</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 043	-6 080	-6 328	-6 327
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-2	-2	-2
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-1	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-239	-347	-383	-383
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	1	-2	-2	-2
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-2	-19	-19
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-280	-554	-551	-551
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-4	-2	-2
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-39	-39
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-14	-14	-14
<b>Dotations</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-4 725</b>	<b>-6 472</b>	<b>-6 804</b>	<b>-6 804</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-8 297</b>	<b>-13 479</b>	<b>-14 148</b>	<b>-14 146</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	623	708	401	401
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	21	33	41	41
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>644</b>	<b>741</b>	<b>442</b>	<b>442</b>

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 552</b>	<b>4 609</b>	<b>9 094</b>	<b>9 034</b>	<b>11 281</b>	<b>10 848</b>	<b>2 187</b>	<b>1 814</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	24	0	3	56	54	56	51
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	6	65	7	3	187	191	181	188
Développement agricole et rural	1	4	1	4	6	6	6	2
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	1	62	63	62	62
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	0	1	10	2	10	2
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	15	21	16	25	175	67	159	42
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	-3	0	-3	0	0	0	3	0
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	9	4	9	10	4	2	-4	-8
Pensions	4 525	4 440	9 066	8 988	10 561	10 444	1 495	1 456
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	19	0	0	219	19	219	19
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 113</b>	<b>3 976</b>	<b>16 181</b>	<b>18 454</b>	<b>6 938</b>	<b>8 700</b>	<b>-9 243</b>	<b>-9 754</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	8	0	0	8	17	8	17
Avances à l'audiovisuel public	306	166	611	592	383	362	-228	-229
Avances aux collectivités territoriales	7 752	3 662	15 515	15 416	6 406	6 005	-9 108	-9 411
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	2 410	0	2 312	0	-98
Prêts à des Etats étrangers	45	138	45	32	139	2	94	-30
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	10	1	10	3	1	1	-9	-2
<b>Comptes de commerce</b>	<b>1 618</b>	<b>1 602</b>	<b>2 297</b>	<b>2 514</b>	<b>2 162</b>	<b>2 741</b>	<b>-135</b>	<b>228</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	47	101	81	118	105	120	24	1
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	13	21	23	26	26	5	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	336	336	338	202	338	341	0	140
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	46	33	57	34	81	123	23	89
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 172	1 115	1 791	2 132	1 602	2 124	-189	-8
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	1	0	1	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	3	7	4	6	6	-1	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	2	2	4	2	2	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>341</b>	<b>212</b>	<b>342</b>	<b>27</b>	<b>237</b>	<b>28</b>	<b>-105</b>	<b>1</b>
Emission des monnaies métalliques	21	3	21	27	28	28	6	1
Opérations avec le Fonds Monétaire International	320	209	320	0	209	0	-111	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>14 624</b>	<b>10 399</b>	<b>27 914</b>	<b>30 028</b>	<b>20 617</b>	<b>22 317</b>	<b>-7 296</b>	<b>-7 711</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>14 304</b>	<b>10 190</b>	<b>27 594</b>	<b>30 028</b>	<b>20 409</b>	<b>22 317</b>	<b>-7 185</b>	<b>-7 711</b>

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2015
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	602	117	719
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-1	2
	Autres organismes à caractère financier	218	-18	201
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>833</b>	<b>99</b>	<b>932</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	926	-352	574
	Départements	4 624	-1 947	2 677
	Communes	18 472	-1 280	17 192
	HLM	360	-49	311
	Autres CEPL	19 448	-594	18 854
	<b>Total CEPL</b>	<b>43 831</b>	<b>-4 223</b>	<b>39 608</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 287</b>	<b>294</b>	<b>4 581</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	2 213	12 171
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	-89	3 779
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	932	3 593
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	409	1 172
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>17 251</b>	<b>3 464</b>	<b>20 715</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 788</b>	<b>-985</b>	<b>9 803</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>1 906</b>	<b>-1 105</b>	<b>801</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	46	8	54	
GIP	577	-23	555	
EPL	1 931	411	2 342	
Autres correspondants	12 163	-595	11 568	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>14 756</b>	<b>-237</b>	<b>14 519</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>93 651</b>	<b>-2 693</b>	<b>90 958</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-79	274
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-5	35
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>394</b>	<b>-84</b>	<b>309</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>94 045</b>	<b>-2 778</b>	<b>91 267</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>94 045</b>	<b>-2 778</b>	<b>91 267</b>



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2015
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 527 562</b>	<b>14 569</b>	<b>1 542 131</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	37 556	1 234 099
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	33 307	1 052 855
- <i>taux variable</i>	157 169	4 222	161 391
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-15 994	139 740
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-14 052	129 385
- <i>taux variable</i>	11 720	-1 851	9 869
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-6 993	168 292
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>4 758</b>	<b>-273</b>	<b>4 485</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 532 320</b>	<b>14 296</b>	<b>1 546 616</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> février jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.